



« Maintenant, tout ira bien dans cette école: les Juifs s'en vont ». Extrait d'un livre d'Elvira Stürmer destiné aux enfants, Nuremberg 1938.

1933-1945

L'Union des enseignants nazis

Les historiens et chercheurs allemands, après avoir défriché l'essentiel des grandes questions liées au nazisme durant l'ère hitlérienne, se penchent désormais sur des aspects restés un peu à l'écart, à l'image de cette étude approfondie du rôle de la revue nationale professionnelle de l'organisation nazie d'enseignants « Union des enseignants national-socialistes » (NSLB). Présentation.

Cette organisation a des racines dès 1923, mais la création d'un organisme structuré date de 1929, où elle compte 200 membres. L'arrivée de Hitler au pouvoir en janvier 1933 fait bondir le nombre des membres de quelque 5 000 en 1932 à 120 000 en juin 1933, et 220 000 à la fin de l'année. En 1937, elle regroupait 97 % des enseignants, soit près de 360 000 au début de la guerre. Quel rôle jouait l'association NSLB ? Le diagnostic des enseignants émigrés, publié en 1934, est simple : « Les écoles sont devenues des casernes, et les enseignants des sous-officiers instructeurs ». Une évolution qui se traduit par des titres successifs de la revue, à laquelle l'abonnement était obligatoire pour tous les membres. Du *Journal de combat* (*Kampfblatt*) des débuts, à la dénomination pure et simple *Journal national des enseignants allemands* (*Reichszeitung*), jusqu'à la formule finale de *L'Enseignant allemand*,

qui se qualifiait en 1938 modestement d'« *Épée intellectuelle* » de l'association.

Les rubriques étaient en partie des plus classiques : communiqués internes et proclamations éventuelles destinées à une diffusion active, critiques de livres et revues de presse, nouvelles de collègues en poste en Allemagne même ou à l'étranger, mais aussi, bien entendu, des articles de fond et des enquêtes concernant les domaines que les nazis considéraient comme fondamentaux. Tout ce qui concernait les questions de famille, de lignage, d'appartenance à des soi-disant « races » de valeurs inégales, les recherches généalogiques appliquées dans ce domaine, en vue de garantir à la nation allemande une soi-disant « pureté » raciale avait sa place dans ces colonnes. Également fondamentales, les considérations sur la structure politique et humaine des populations et des entités nationales du monde, l'arrière-pensée ●●●

●●● demeurant constamment la prééminence intellectuelle et humaine supposée appartenir de droit aux Allemands, « race supérieure ».

De l'eugénisme à l'euthanasie

Ces « grandes pensées » n'excluaient naturellement pas le combat quotidien contre tous les ennemis réels ou supposés du nazisme. Les partis de gauche, Parti communiste allemand, social-démocratie, groupuscules divers, étaient tous vaguement rangés sous une rubrique fourre-tout de « bolchevisme international ». Cette haine politique était combinée avec l'antisémitisme le plus primitif, l'ensemble des maux qui frappaient le peuple allemand provenant directement ou non d'un judaïsme axé sur la destruction du peuple de seigneurs que constituait la population allemande.

Le corps enseignant dans son ensemble se vit soumis à des contrôles touchant la plupart des domaines importants de l'existence, et amené à participer à des mesures de plus en plus discriminatoires, les ennemis politiques étant les premiers mis « hors d'état de nuire ». Par la suite, l'élimination des Juifs de la vie courante devint banale. Les enseignants durent même participer aux mesures découlant des lois et ordonnances appliquées aux théories eugéniques (stérilisations obligatoires), puis même (dans les premières années de guerre) aux crimes camouflés sous la dénomination fallacieuse d'« euthanasie », livrant souvent leurs élèves « handicapés » au gaz des centres spécialisés.

Prenons la question raciale. Il faut, selon les nazis, admettre que l'humanité a été créée par Dieu, sous la forme de races différentes, aux caractéristiques indélébiles, et qu'il est inadmissible d'agir à l'encontre de cette volonté supérieure et des hiérarchies existantes. L'appartenance à une race est une caractéristique fondamentale, et des différences comme les soi-disant « classes » ou les religions sont des notions nocives, de valeur tout à fait secondaire. Bien entendu il est fondamental de veiller à la pureté de la race. Ainsi « lorsque l'homme blanc partage son sang et ses idéaux avec des hommes bruns, jaunes, noirs ou rouges, c'est un suicide pur et simple... » Sans distinction de sens, métis, bâtards ou mulâtres sont rejetés aux oubliettes, et ce n'est pas un hasard si le besoin de main-d'œuvre étrangère, travailleurs volontaires ou forcés durant les années de guerre, qui a entraîné de fréquents rapports amoureux entre Allemand(e)s et allogènes, vit ceux-ci punis des peines les plus graves contre les « coupables ». La *Revue des enseignants* prend là-dessus sévèrement position en 1943 avec la publication de « 10 principes », dont la banalité et la naïveté font froid dans le dos (par exemple, le n° 5, « Qui n'est pas de sang allemand est de sang étranger »).

Veiller à la « pureté » de la race

La France jouait là un rôle d'épouvantail. La naissance entre autres en Rhénanie, occupée par la France dans les années 1920, d'enfants conçus

par les militaires français d'Afrique noire et des Allemandes (les « bâtards rhénans »), resta le symbole d'une France « négrifiée », l'apport de nombreux Maghrébins y étant ajouté pour faire bonne mesure, qui devait symboliser le danger d'un abandon à une dégénérescence indigne d'une race supérieure. Pour mieux protéger celle-ci, il fallait mieux en connaître chacun des membres. Un universitaire, Karl Astel, avait établi un modèle de tableaux généalogiques (*Sippschaftstafel*) qui devaient être donnés à remplir, comme tâche importante, aux élèves, garçons et filles. Ils devaient y établir dans le détail les données concernant leur famille, paternelle comme maternelle, jusqu'aux arrière-grands-parents. Le recensement national de 1938 fut à son tour l'occasion de pousser chaque citoyen à ce type de recensement, obligatoire dans certains domaines d'activité. La *Revue des enseignants* insistait sur le besoin national de ces informations...

Un des domaines d'action les plus pernicieux d'enseignants nazis a été celui des « Écoles spéciales » et « Écoles auxiliaires » (*Sonder et Hilfsschulen*), les premières recevant les enfants affligés d'un handicap majeur (sourds-muets, aveugles, etc.) et les secondes les victimes d'infirmités physiques ou sociales diverses, orphelins, petits délinquants, etc.

La revue de l'Union des enseignants national-socialistes revient constamment sur le rôle des éducateurs nazis en faveur des mesures visant à éliminer les maladies et infirmités congénitales définies par le parti, poussant à se débarrasser de ce « ballast social », en partie en recourant à des notions comme le caractère « inutilisable » (*unbrauchbar*) de certains. Un permanent du NSLB, Karl Tornow, se réjouit en 1941 de ce que « dorénavant toutes les victimes de "faiblesse d'esprit congénitale" au sens de la loi soient tenus à l'écart des possibilités de procréation pour le peuple allemand ». Et des sessions d'enseignement sur l'hérédité et la race sont destinées aux enseignants durant l'ensemble de la période du pouvoir nazi. Ces efforts soutenus au service de la mise à l'écart de personnes arbitrairement définies comme « sans valeur », et leur existence présentée comme nuisible, ont fini par rendre d'innombrables enseignants coupables de complicité d'assassinats de masse.

« Conjuraison internationale »

Pour nous limiter ici aux facteurs de l'antisémitisme propagé au sein du corps enseignant, puis par leur intermédiaire à la jeunesse, on peut relever une série de sujets de la propagande antisémite. Ainsi, les Juifs, intelligents, défendent consciemment des positions fausses et peuvent ainsi dévoyer l'action de citoyens pourtant supérieurs. L'accusation de crimes sexuels commis par des Juifs fait partie du quotidien nazi, passons sur des « tendances criminelles » juives et retenons le danger constant présenté dans le monde par la « finance juive », n'oublions pas que les Juifs « n'ont pas le goût du travail, qu'ils considèrent comme une malédiction », à l'opposé

Il faut, selon les nazis, admettre que l'humanité a été créée par Dieu, sous la forme de races différentes, aux caractéristiques indélébiles, et qu'il est inadmissible d'agir à l'encontre de cette volonté supérieure et des hiérarchies existantes.



Jeunes hitlériennes
saluant «leur» Führer en 1933.

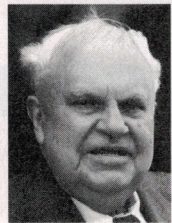
des « Nordiques, pour qui le travail est un devoir et un droit ». Finalement, le nazisme avait bâti une image complexe dans laquelle un réseau juif mondial clandestin viserait à prendre partout le pouvoir, la Seconde Guerre mondiale montrant bien l'existence d'une telle conjuration, unissant États-Unis, Grande-Bretagne et Union soviétique. Dans son numéro de mars 1943, alors que Stalingrad sonne un glas, un article de la revue de l'Union des enseignants nazis développe le besoin de poursuivre la lutte, car sinon « nous serions certains que l'orgie sanglante des Juifs envers nos hommes, femmes et enfants ferait de l'Allemagne un immense abattoir ».

Et après la guerre ? Comme dans l'ensemble de la République fédérale allemande, le besoin de fonctionnaires conduisit assez vite à la réintégration d'anciens nazis dans les administrations. En 1949 un « Syndicat Éducation et Sciences » (GEW) fut créé au sein du Syndicat unique national. Il n'est pas possible, dans ce cadre limité, d'entrer dans les détails de la vie de cet organisme.

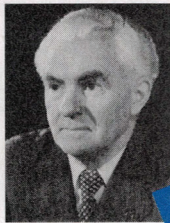
Citons, simplement, une sérieuse controverse au sujet d'un bâtiment, utilisé par le syndicat nazi depuis 1935, et par son successeur encore aujourd'hui. Cette construction avait été vendue, pour un prix dérisoire, par son propriétaire juif, contraint et forcé à le faire dans le cadre des mesures d'expropriation nazies, et les utilisateurs actuels se refusent obstinément à reconnaître les réalités historiques.

JEAN-LUC BELLANGER

■ Saskia MÜLLER et Benjamin ORTMAYER, *Die ideologische Ausrichtung der Lehrkräfte 1933-1945, Herrenmenschentum, Rassismus und Judenfeindschaft des Nationalsozialistischen Lehrerbundes, Eine dokumentarische Analyse des Zentralorgans des NSLB, (L'encadrement du corps enseignant 1933-1945, Croyance en une race supérieure, racisme et antisémitisme du NSLB, Une analyse documentaire de l'organe central du NSLB)*, Beltz Juventa, Weinheim et Bâle, 2016 (non traduit).



Marcel Paul



F.-H. Manhès

Présidents fondateurs de la FNDIRP

Décembre 2017
n° 925
5 €

LE PATRIOTE RÉSISTANT

Journal édité par la Fédération nationale des Déportés et Internés, Résistants et Patriotes



2018?

Continuer le combat



Mémoire
**1933-1945 L'Union
des enseignants nazis**
Jean-Luc Bellanger p. 7



Joint à ce numéro,
le supplément **Concours
national de la Résistance
et de la Déportation** :
**« S'engager pour
libérer la France »**



L'invité du mois
Thomas Fontaine,
directeur du musée
de la Résistance nationale p. 1